

## Garantir une gestion urbaine et sociale de qualité pour et avec les habitants

Les collectivités locales et les bailleurs sociaux ont, depuis la loi du 1<sup>er</sup> août 2003, obligation d'améliorer la gestion urbaine de proximité dans les quartiers en rénovation urbaine ou dans les ZUS de plus de 500 logements. Ils sont tenus de signer une convention explicitant, sur la base d'un diagnostic partagé, les objectifs, le plan d'actions, les moyens disponibles, le calendrier...

Pourtant sur le terrain, les difficultés persistent. Les conventions restent souvent formelles, sans grand poids sur les pratiques. Le comité d'évaluation du PNRU fait part de ses inquiétudes : **ce déficit de gestion urbaine ne risque-t-il pas de menacer la pérennité des investissements réalisés ?**

Les "fondamentaux" de la GUP sont pourtant connus. Il s'agit d'abord de prendre en compte usages et gestion dans la conception des projets. Or, en dépit de tentatives pour impliquer les gestionnaires et les habitants, la coupure avec les concepteurs persiste. L'expertise d'usage des habitants reste très peu mobilisée. Le risque est alors celui de choix inadaptés au contexte et de problèmes de gestion ultérieure. L'enjeu est aussi d'adapter les métiers, les modes d'organisation et d'intervention, de faire l'apprentissage de la coopération entre de nombreux gestionnaires sur des prestations

complexes : tri-sélectif, gestion des épaves, entretien d'un terrain de jeux, attractivité d'un centre commercial, services aux habitants.

Loin d'être seulement une démarche ponctuelle sur l'entretien et la propreté, la gestion urbaine de proximité suppose *a minima* mais de façon impérative, des méthodes, des outils, du personnel qualifié, formé en continu et travaillant en réseau, en un mot une ingénierie compétente tant sur le volet urbain que social.

Les enjeux sont majeurs durant les périodes d'attente et de chantiers, lorsque les perturbations sur la vie quotidienne sont fortes, mais aussi une fois le quartier rénové, dans la phase "d'après Anru". L'expérience montre aussi la nécessité de travailler avec les habitants (anciens et nouveaux, jeunes et vieux...) dans la durée pour trouver de nouveaux modes d'usages, de régulation et de gestion.

Alors que les opérations de rénovation urbaine sont entrées dans leur phase opérationnelle, une gestion urbaine et sociale de qualité est une condition à l'amélioration de la vie quotidienne des habitants et à la pérennisation des investissements.

**Brigitte GUIGOU**

*Sociologue-urbaniste à l'IAU-IDF*



## Les rendez-vous du Centre de Ressources

### PROCHAINES FORMATIONS

- Dans le cadre du programme "Demain, les quartiers"

● **La concertation comme projet. De la stratégie au plan d'action**

Intervenant : **Francis RATHIER**, sociologue

**Jeudi 4 et vendredi 5 novembre de 9h à 17h**

● **Comprendre la politique de la Ville**

Intervenant : **Patrick-Yves MATHIEU**, consultant indépendant

**Mardi 9 novembre de 9h à 17h**

- Dans le cadre du programme "Les jeunes des quartiers populaires en priorité"

● **Les jeunes de rue : de la connaissance à la prévention, de la gestion des conflits à la protection des professionnels**

Intervenant : **Thomas SAUVADET**, docteur en sociologie

**Lundi 29 et mardi 30 novembre de 9h à 17h**

### PROCHAIN DÉBAT D'ACTUALITÉ

- Dans le cadre du programme "Les jeunes des quartiers populaires en priorité"

● **Le spectacle télévisuel de la jeunesse de banlieue : représentations et mise en scène**

Intervenant : **Mohammed DARMAME**, doctorant au CREF

**Mardi 19 octobre de 14h à 17h**

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION :

au **01 64 97 06 05**

ou [formation@crpve91.fr](mailto:formation@crpve91.fr)



## FORMATION

### GUP : AMÉLIORER LA VIE QUOTIDIENNE DES HABITANTS PAR UNE GESTION CONCERTÉE ET ADAPTÉE

**Jeudi 14 octobre de 9h à 17h**

**Session 1 - formation de base :**

**"Les fondamentaux de la gestion urbaine de proximité"**

Avec : **Brigitte GUIGOU**, sociologue-urbaniste à l'IAU-IDF

Peut être complétée par la session 2 (le mardi 16 novembre) :

**Approfondissement - "Mise en oeuvre des démarches et bonnes pratiques"**

Inscriptions et tarifs sur : [www.crpve91.fr](http://www.crpve91.fr) - rubrique "Agendas"

Centre de Ressources, Maison Départementale de l'Habitat, 3ème étage, 1Bd de l'Écoute-S'il-Pleut - 91000 Evry

Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne  
Maison Départementale de l'Habitat  
Bd de l'Écoute-S'il-Pleut - 91000 Evry  
Tel : 01.64.97.00.32 Fax : 01.64.97.00.33  
E-Mail : [direction@crpve91.fr](mailto:direction@crpve91.fr)  
Site Internet : <http://www.crpve91.fr>

Directrice de publication : **Evelyne Bouzzine**  
Chargé d'infos : **Olivier Nowak**  
Dépot légal : juin 2007. ISSN : 1957-7400

## L'actualité en Essonne

### ● RÉCIT D'UNE UTOPIE, LES PYRAMIDES D'ÉVRY (1975-2015)

La Maison Départementale de l'Habitat, la Ville d'Évry, la Communauté d'agglomération Évry Centre Essonne et le CAUE 91 vous donnent rendez-vous le **vendredi 8 octobre de 14h à 18h** pour découvrir le quartier des **Pyramides : son passé, son présent et son futur**. Le programme vous propose notamment une promenade urbaine aux Pyramides commentée par des architectes et le vernissage de l'exposition "Récit d'une utopie : les Pyramides (1975-2015)".  
*Inscriptions : mdh@cg91.fr*

### ● OUVERTURE DE L'ESPACE "ESSONNE INFO ÉNERGIE"

Le nouvel espace "Essonne Info Énergie" a été inauguré le **2 octobre dernier**. Situé au rez-de-chaussée de la MDH à Évry, cet espace vous informe et vous conseille sur les questions liées à l'éco-construction, la maîtrise des consommations énergétiques et le jardin écologique. Il est doté de plusieurs espaces pédagogiques : la matériauthèque écologique, un centre de documentation, un espace de démonstration et d'exposition et un jardin écologique. Les conseillers fournissent gratuitement au grand public, aux professionnels et aux collectivités des informations neutres et objectives.  
*Plus d'informations : [www.essonne.fr](http://www.essonne.fr)*

## L'actualité nationale

### ● MANIFESTE : COHÉSION SOCIALE ET URBAINE, LES MAIRES MONTENT AU CRÉNEAU

La 10<sup>ème</sup> Conférence des Villes, organisée par l'Association des Maires de Grandes Villes de France, a eu lieu le 22 septembre dernier à l'Hôtel de ville de Paris, réunissant 1 300 personnes sur le thème de la cohésion sociale et urbaine. A cette occasion, les Maires des grandes villes de France, toutes tendances politiques confondues, ont adopté un manifeste : "Les Maires montent au créneau", dans lequel ils demandent une action concertée entre l'État et les collectivités locales pour lutter contre le délitement du pacte social. Ils affirment que la lutte contre l'insécurité, préoccupation de tous les élus et de tous les citoyens, nécessite une réponse globale : "Il n'existe pas de lutte efficace contre l'insécurité sans politiques publiques de solidarité, de développement économique, d'insertion et d'emploi, d'habitat et de transports, d'éducation et de culture". Jean-Louis Borloo, venu clôturer la journée, a "souscrit pour l'essentiel au manifeste".  
*Sources : [www.grandesvilles.org](http://www.grandesvilles.org)*

## Le spectacle télévisuel de la jeunesse de banlieue : représentations et mise en scène

**T**raiter des rapports entre les médias et la jeunesse en général et celle de banlieue en particulier ne peut faire l'économie d'aborder les rapports entre les journalistes et les sources d'information.

Dans les années 1980, les "rodéos" de voitures dans la banlieue lyonnaise étaient des "mises en scène de soi" des jeunes qui tentaient d'exister en cédant aux pièges des images médiatiques les plus alarmistes. Mais cette période se caractérise aussi par la mise en place d'une relation triangulaire entre les pouvoirs publics, les acteurs sociaux de la banlieue et les professionnels de l'information télévisée.

**Le début des années 1990 consacre les mutations de l'espace médiatique français avec la concurrence entre télévisions, dans un univers marchand où l'information de proximité rivalise avec le fait divers, où les journalistes deviennent des volontaires pour couvrir les "sujets à risques" comme "les violences urbaines", où la vitesse de mise à l'antenne d'une information peut l'emporter sur sa pertinence ou sa vérification.**

Les journalistes se basent sur les institutions dont la crédibilité est acquise, qui fournissent des informations "clé en main" censées être fiables, ne nécessitant pas de vérifications et prêtes à être exploitées. La légitimation scientifique est fournie par les experts : sur les questions de sécurité urbaine par exemple, ce sont les criminologues qui sont le plus souvent invités à établir le diagnostic et esquisser des pistes de réponses.

Une vision dichotomique et manichéenne s'est ainsi installée. D'un côté, les jeunes des quartiers populaires et de l'autre, les institutions dont les médias reproduisent les diagnostics. Certains journalistes mettent en scène de façon fictive les relations entre la police et les jeunes. Le mensuel *Entrevue* avait publié, en août 1999, un reportage ayant pour titre "*Banlieues, la chasse aux flics est ouverte*", dans lequel des jeunes avaient été recrutés pour jouer le rôle de faux "loubards" et de faux policiers.

**La relation triangulaire qui prévalait dans les années 1980 a changé.**

Des entreprises comme *Respect Sécurité*, petite société de sécurité fondée par des jeunes de banlieue, s'est mise au service des médias. Ses 40 employés, des jeunes de banlieue, "sécurisent" les reportages, comme ils le font pour les tournages, explique un journaliste client. La banlieue avait déjà ses "fixeurs", ces guides-interprètes pour reporter de guerre, elle a désormais ses "grands frères" gardes du corps : 30 euros de l'heure, forfait de quatre heures minimum (Le Monde du 29 novembre 2007).

Pourtant, des émissions avaient montré que l'on pouvait parler autrement de la banlieue et dépeindre "la richesse de ce que les gens sont obligés d'inventer au quotidien face à des situations souvent dramatiques".

**Mohammed DARMAME**

**Doctorant au CREF de l'Université Paris Ouest (Nanterre La Défense)**



## JOURNÉE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION

### "FAIRE DE LA SANTÉ DES JEUNES UNE PRIORITÉ"



Mardi 16 novembre de 9h à 17h

#### AU PROGRAMME :

- ▶ "La santé des jeunes : quel état des lieux ?"
- ▶ "La santé : une question transversale à l'intersection de l'éducation, de l'emploi et du logement"

#### Et aussi :

- Atelier n° 1 : "Prévenir la souffrance psychique des jeunes"
- Atelier n° 2 : "Sexualité, désir d'enfant - ou non -, conduites à risques"
- Atelier n° 3 : "L'hygiène de vie, ça s'apprend"

**Participation gratuite - Inscription obligatoire : [www.crpve91.fr](http://www.crpve91.fr) - rubrique "Agendas"**  
Salle de conférence, Maison Départementale de l'Habitat, 1Bd de l'Écoute-S'il-Pleut - 91000 Evry